



BWENANDO

LE PREMIER JOURNAL DE KANAKY

100 F

N°12 - 26 SEPTEMBRE 1985 -

HEBDOMADAIRE



Moi aussi
je veux vivre
dans un pays
souverain et
independant
La KANAKY

- Charte FLNKS
- Motion de Nakity.
(P. 8-9)

FRONT DE LIBERATION NATIONAL KANAK ET SOCIALISTE

SOUTIEN DE LA C.G.T.

- Au 1er Ministre Laurent FABIUS

- Au FLNKS

Le Comité Départemental du syndicat CGT des PTT des Hauts-de-Seine réuni le 14 mai à Gennevilliers tient à exprimer son entière solidarité avec la lutte du peuple kanak pour son indépendance.

Les violences de l'extrême droite et du RPCR, la collusion de fait des forces de l'ordre avec les forces colonialistes indignent les travailleurs des PTT qui sont attachés au respect et à la défense des droits de l'homme partout dans le monde.

Nous exigeons des pouvoirs publics, le respect des promesses faites au peuple kanak d'une véritable décolonisation, la reconnaissance de son droit inné et actif à l'indépendance.

La CGT fidèle à sa longue histoire de solidarité avec les peuples contre le colonialisme continuera à apporter son soutien actif au peuple kanak en lutte pour sa liberté.

Fédération C.G.T. des Postes et Télécommunications
Syndicat départemental des Hauts-de-Seine
5, rue Gabriel PERI
92707 Colombes Cedex

BWENANDO
Le premier journal de Kanaky
BP 1671 - NOUMEA
Directeur de la publication:
Léopold JOREDIE

Composition / Montage
EDIPOP
Impression à 4000 exemplaires par ICP

ABONNEMENTS
C C P No 123 55 M
Abonnement de soutien :
10.000 F
Nelle Calédonie :
1 an : 5.000 F CFP
6 mois : 2.500 F CFP
FRANCE :
Avion, 1 an : 7.850 F CFP
VANUATU :
Avion, 1 an : 6.250 F CFP
AUSTRALIE - Nelle ZELANDE :
Avion, 1 an : 6.450 F CFP
POLYNESIE FRANCAISE :
Avion, 1 an : 6.150 F CFP
WALLIS - FUTUNA :
Avion, 1 an : 5.450 F CFP
EUROPE :
Avion, 1 an : 8.850 F CFP
AMERIQUE :
Avion, 1 an : 8.150 F CFP
Pour tout autre pays ou
acheminement par voie de
surface, nous consulter.

RADIO DJIIDO OÙNYKUMIK

Mercredi 25 septembre, 8h 52. Sur la bande FM, sur 95,8 Mgz, une voie tamblante d'émotion annonce : « Dans quelques instants, nous allons vous donner le premier flash d'informations ... » Au menu, le rappel des discours inauguraux de la veille et l'agenda des dernières réunions de campagne du FLNKS mais très vite, le technicien balance le « jingle » et enchaîne sur un vieux « Soul » Label TAMLA Motown. Depuis la veille, le ton est donné : La ligne musicale sera black. Funk, Soul, Reggae et bien sûr quelques « fehoas » bien de chez nous. Sifflement continu, des petits malins, cibistes attardés ou grincheux de TDF, s'amusent à brouiller la subversion indépendantiste qui s'étale, quel scandale, sur nos chères ondes nationales. Loyalistes ? Sur la bande FM, connais pas. Aux armes, citoyens ! V'là maintenant, qu'ils viennent nous casser les oreilles avec leurs tam-tam !

Radio DJIIDO, la première radio de Kanaky, vient de naître. Dans ce pays où l'information a toujours été mise sous coupe réglée par les puissances d'argent, l'arrivée d'une radio indépendantiste représente un événement politique considérable, lorsqu'on sait la part de responsabilité qui revient aux médias locaux dans la persistance d'un climat malsain de guerre civile larvée. BWENANDO avait ouvert une première brèche dans la forteresse dans laquelle Radio DJIIDO vient maintenant s'en-gouffrer, en attendant que d'autres radios locales s'installent aux 4 coins de Kanaky, car dès lors que le mouvement s'est amorcé, il n'y a pas de raisons pour qu'on s'arrête en si bon chemin.

La mise en place de Radio DJIIDO fut longue et coûteuse en argent et en énergies. Mais le plus dur reste encore à faire : s'imposer un large public, « fidéliser » le maximum de gens et de sympathisants à notre radio. Ce ne sera pas chose facile. Là où les autres s'imposent avec les moyens de l'argent et les recettes éculées pour raccoler le grand public (pub, jeux débiles, sophistication technique à outrance, « apolitisme » de façade...), Radio DJIIDO devra se distinguer par la qualité des émissions et de la programmation musicale, cultiver les différences, prendre le parti du sérieux et de la rigueur. Une priorité absolue : l'information, qu'elle soit locale, régionale, internationale. Bref, que Radio DJIIDO soit une radio politique bien faite, agréable à écouter.

Le succès de « Radio-Unité » et de « Radio Tambour », les 2 radios libres indépendantistes des Antilles, doit servir de référence aux responsables et aux animateurs de Radio DJIIDO, car ces 2 radios ont fait une large place au créole et aux riches traditions culturelles des peuples guadeloupéens et martiniquais, par une volonté délibérée de s'opposer au nivellation culturelle de masse imposé par la langue du colonisateur. Radio DJIIDO, espérons-le, prendra le parti de réhabiliter les langues kanakas et toutes les langues minoritaires qui survivent tant bien que mal en Kanaky aujourd'hui.

Toute la nuit, Kanaky a été secoué par la frénésie des danses des lutins et des petits diables qui saluaient et chantaient la naissance de leur radio. Une radio boucan ! Manquait plus que ça pour emmerder les colons !

Bon courage aux animateurs et aux techniciens, longue vie à RADIO DJIIDO !

L'équipe de BWENANDO

• Les ondes

Peuplent enfin l'espace

De la parole

Dehu Nengone laai'

Houailou Païci

Autres langues

Libres aujourd'hui

Libres demain

Chants et rythmes

Contes et paroles vraies des hommes

Conquête du terrain

Nos oreilles et notre corps

Se débarassent de la pollution quotidienne

Parlent les hommes

Des vallées à ceux des montagnes

De la mer à ceux d'ailleurs

Radio trait d'union

Champ d'expression de la

Voix libre



PRE-RÉFÉRENDUM OU PRE-GUERRE CIVILE ?

Le scrutin du 29 n'a même pas encore fourni le moindre résultat ni une seule indication sur les lignes de clivage entre indépendantistes et non-indépendantistes que déjà les stratégies de la droite coloniale clament haut et fort qu'au delà de la répartition des forces politiques locales sur le nouvel échiquier institutionnel mis en place par le Plan Fabius, les prochaines élections auront valeur référendaire. Ces fiers héritiers du colonialisme aux couleurs de la France ne se privent pas d'ajouter que pour eux le résultat de ce sondage grandeur nature ne fait guère de doute : une majorité de calédoniens réaffirmera sa volonté de rester français et de maintenir la Calédonie dans le cadre de la République Française. Et puis trêve de bavardages : UKEIWE, qui est toujours en avance sur les désirs des autres et sur les réalités de tout le monde, l'a dit à Nessimadiou : «Ce sera un référendum.»

Si l'on n'y prenait garde, on se rendrait facilement aux arguments avancés par la droite car l'instinct de conservation communautaire épouse parfaitement les plis du bon sens, dès lors qu'on a les moyens de manipuler à grande échelle une population maintenue dans l'infantilisation et l'obscurantisme politique le plus total. D'abord, il serait difficile de nier le caractère politique nettement marqué de ces élections, d'autant que depuis 1979 où le mouvement indépendantiste kanak est devenu une réalité de masse, l'opposition indépendantiste/anti-indépendantiste pèse sur chaque consultation électorale et divise l'électorat en 2 grands blocs antagonistes. Venant surtout après le grand séisme du 18 novembre, ce scrutin ne pouvait questionner le corps électoral autrement que sur l'objet du «clash» du 18 novembre : le choix entre une gestion réformiste inscrite dans la perspective d'une perennisation du système colonial et une stratégie de rupture progressive débouchant sur l'indépendance et la pleine souveraineté de KANAKY. Il n'est donc pas besoin de sonder chaque électeur pour savoir que dimanche prochain, lorsqu'il mettra son bulletin dans l'urne, chaque votant signifiera par la même occasion s'il incline vers l'indépendance ou non. De la même manière, on pourra prendre appui sur une analyse approfondie des résultats globaux, des tendances fondamentales, des «signes» pour évaluer ce qui est déjà acquis à l'idée d'indépendance et ce qui reste encore accroché à l'option Calédonie française.

Ensuite, il faut l'avouer, on a l'impression qu'on y est déjà à ce référendum ou tout au moins qu'on fait le maximum pour conditionner la population à cette échéance. En fait, tout se passe comme si la Calédonie de droite était plongée dans une grande crise d'anticipation : Nouméa se pavane en bleu-blanc-rouge pour accueillir le Gotha de l'Opposition Nationale, Chirac et Le Pen en tête, les foules loyalistes désertent les bureaux de travail pour ne pas rater le train de la reconquête, 146 magistrats ont fait le déplacement pour superviser le bon déroulement des élections et garantir la constitutionnalité du scrutin, tout cela sous les regards indiscrets d'une armada de journalistes à l'affût de la rencontre historique entre Jean-Marie Chirac et Jacques Le Pen, rencontre annoncée comme imminente dans le duplex que se partagent Jacques Lafleur et Jeanine Bouteille... Bref, puisque le décor est planté, il serait si simple de faire semblant. Dernière certitude, enfin, les fameuses contraintes constitutionnelles sont telles qu'à priori les kanaks n'auraient pas d'autres choix que d'attendre l'an 2000 où ils sont censés retrouver une majorité numérique suffisante ou bien de basculer dans une confrontation militaire suicidaire avec l'armée coloniale. La quadrature du cercle en somme.

La seule garantie que ce scénario puisse un jour se réaliser serait que les kanaks restent passifs et en soient réduits à des rôles de figurants dans ce grand plénum à la Roger HANIN. Malheureusement pour les valets locaux de CHIRAC et LE PEN, ces temps là sont révolus. Le kanak a pris confiance en lui-même, s'organise, expérimente chaque jour des avancées concrètes sur le terrain qui le confortent dans l'idée que l'indépendance n'est pas seulement légitime mais viable en KANAKY. Toute une contre-société est entrée depuis le 18 novembre 1984 en rupture progressive avec le système colonial, en dissidence avec ses normes économiques, institutionnelles, culturelles. La KANAKY rebelle n'est plus «canalisable» comme par le passé dans des réseaux ins-

titutionnels, et est déjà «en dehors». Le pouvoir colonial, malgré sa formidable puissance et ses ressources diaboliques, n'est pas armé pour lutter contre une EPK, une coopérative alternative, un groupement agro-pastoral en circuit autonome. Contre un mouvement de désobéissance civile, que peuvent faire des escadrons de CRS ? La bourgeoisie a beau râler sa façade, chacun sait dorénavant que leur appareil de domination économique est mortellement vulnérable, à la merci des humeurs stratégiques du FLNKS.

Pour ces mêmes raisons, il est illusoire de vouloir agiter la gavelle du pré-référendum parce que ce genre de ficelles ne prend plus. Ces élections régionales n'ont été précédées d'aucune réforme du corps électoral susceptible de corriger les graves déséquilibres structurels qui donnent à ce système apparemment démocratique une connotation singulièrement raciale. Tout un chacun, pour peu qu'il soit citoyen français, vacciné, majeur et dûment inscrit sur la liste des électeurs, pourra donc accomplir en toute égalité ses devoirs civiques, sans «discrimination», sans différenciation. Comme s'il s'agissait d'une banale élection cantonale qui aurait pour cadre le département métropolitain de la Drôme. Du point de vue loyaliste, il est logique de vouloir extrapoler ses résultats à géométrie locale et de leur conférer la valeur d'un test, d'un pré-référendum. La sociologie électorale n'étant pas une science exacte, tout le monde est libre d'interpréter à son goût n'importe quel résultat électoral. Or, pour le FLNKS, il est vain de se pavane avec ses extrapolations bien commodes car, dans la logique du mouvement indépendantiste cette hypothèse est nulle et non avenue. Les élections présentes sont des élections propres au système colonial, elles relèvent toujours d'une juridiction administrative différente au Droit Colonial Français. Elles sont d'ailleurs les dernières du genre. Mais pour ce qui est du scrutin d'autodétermination, il n'en va pas du tout de même. Le FLNKS a une position claire, ferme et définitive sur la question : seul le peuple kanak doit se déterminer sur son propre avenir dans son pays, en KANAKY. Dans les faits, cela revient à dire que seul le peuple kanak, ayant statut de peuple colonisé, doit être appelé à voter lors d'un scrutin d'autodétermination.

Ce droit lui est garanti par la Charte des Nations Unies, ce «droit à disposer librement de lui-même» ne se confondant pas et n'aliénant pas le droit des autres communautés à vivre en KANAKY. Ce point est capital car il est noeud de la confusion entretenu par les propagandistes de la droite qui assimilent l'indépendance kanake à une indépendance raciste : moi, kanak, je dénie aux autres le droit de décider de mon avenir collectif en tant que Peuple et Nation, mais ça ne veut pas dire que je leur dénie le droit de vivre en KANAKY, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. C'est le sens de notre appel lorsque nous disons : «reconnaissez d'abord le Peuple Kanak pour qu'il vous reconnaisse ensuite, réhabilitez-le dans ses droits historiques et il se fera un devoir de vous accueillir».

Nous ne tomberons pas dans le piège grossier du pré-référendum. A cela la droite pourrait nous rétorquer que de toute façon, dans 6 mois tout va changer, on va nettoyer cette chienlit indépendantiste. Les barons de l'opposition jurent qu'ils imposent manu-militari un référendum sur la question «voulez-vous ou non rester français ?» auquel tout le monde pourra prendre part. Face à cette ultime provocation (mais on attend de les voir aux actes) le FLNKS saura répondre comme il convient le moment venu. Mais qu'on y prenne garde : il n'y a d'autre salut pour ceux qui aspirent à une solution pacifique et durable dans ce pays que dans l'indépendance kanake. Il n'y aura jamais de paix sans que le peuple kanak n'ait trouvé un juste exutoire à ses légitimes aspirations. A ceux qui se risqueraient aveuglément dans le parti de la violence et de la guerre civile, nous leur disons que ce jour-là le peuple kanak sera debout mais qu'il n'y aura plus de CHIRAC ou LEOTARD ou de LE PEN pour les assister dans leur aventure. Qu'ils ne se fassent aucune illusion : l'Histoire se repète toujours pour les imbéciles.

HNALAIN UREGEI

PIERRE DECLERCQ

IN MEMORIAM

Samedi 21 septembre, près de 200 militants, parents et amis s'étaient rassemblés au cimetière de la Conception pour commémorer le quatrième anniversaire de l'assassinat de notre regretté camarade Pierre DECLERCQ. Cérémonie simple mais marquée d'une très grande solennité. On notait la présence autour de Maguitte et de ses trois filles des compagnons de lutte qui auront cotoyé, assisté et estimé le grand dirigeant et le militant humble que fut Pierre DECLERCQ. Parmi les fidèles, le vieux député et Nicolas PIDJOT. Nous reproduisons ci-dessous le discours prononcé sur la tombe de Pierre par NICO.

Pierre, nous voici aujourd'hui entourant ta dernière demeure pour commémorer le 4^e anniversaire de ton départ de ce monde. Par ta mort, tu laissas une famille, 1 veuve et 3 orphelines mais tu laissas aussi des amis et un peuple qui tous ensemble pleurent ta disparition.

Je puis dire en tant que kanak et ami que ta mort me fit mal car je n'oublie pas que tu as été le soleil qui jeta les premiers rayons annonçant le réveil de mon peuple. Tu lui démontras par tes idées et ta conviction que la chose que nous étions pour être homme, doit être debout. Tu fûs aussi la force et le lien qui ont uni le peuple kanak et qui tracèrent pour lui le chemin de la redécouverte de son identité et de sa liberté.

Il y a 4 ans, ici-même, François prononçait ses mots que je me permets de citer : «Et chaque année, à la lune de septembre, lorsque les vieux mettront leurs plants d'ignames en terre, ils se souviendront que, nous aujourd'hui nous te mettons dans cette terre du pays kanak et que pour nous, Pierre, tu restes vivant». Oui Pierre, 4 ans déjà que tu fûs mis en terre et comme les plants d'ignames de nos vieux, les lianes s'élancèrent à l'avant de la rame et puis des autres rames du champ, symbole de la force et de la vie. Les lianes de tes idées, les lianes de ta conviction ouvrent aujourd'hui le pays kanak. Tu resteras toujours vivant pour le peuple de ce pays qui, chaque année, à la lune de septembre, en mettant ses plants d'ignames en terre, se souviendra d'un homme épris de justice, d'un fils tombé pour sa liberté.

Tu disais, en parlant de l'indépendance que nous revendiquions pour notre peuple et notre pays que celle-ci ne pouvait être raciste car tu avais analysé et compris à travers les vestiges de notre culture, que la base de notre société était l'accueil de l'autre dans le respect de chacun.

Alors pourquoi t'avoir tué ? Tu ne prônais pas la violence, tu ne prêchais pas la haine, tu ne parlais que de justice, de liberté pour des hommes pour un peuple. Ton discours t'a tué Pierre – car ce langage nouveau que tu inculquais à mon peuple dérangeait l'ordre établi et remettait en cause les intérêts de la France et de ses coloniaux.

Qui t'a tué Pierre ? Cette interrogation nous interpelle nous peuple kanak car nous avons une part de responsabilité dans ta mort. La course au

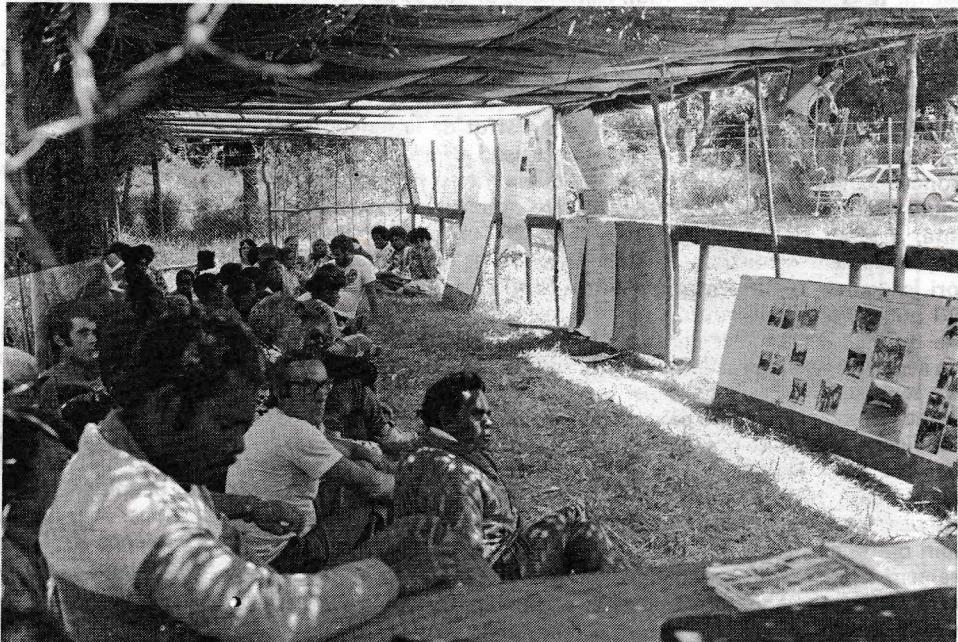
pouvoir, la compromission et l'indécision de certains de nos leaders politiques et de certains de nos chefs coutumiers engendraient des querelles au sein de notre peuple et entamaient son unité donnant à ceux qui voulaient ta disparition la certitude qu'ils pouvaient te supprimer sans trop de remous. Pour ces mêmes causes Eloi,

ton successeur à l'U.C., est tombé aussi car son discours était le prolongement du tien. Que le sacrifice de vos vies ainsi que celui de nos autres frères tombés pour la cause ne soit pas inutile, que le sang versé et qui a imprégné la terre kanak soit le ferment de notre unité et l'emblème de notre liberté.

Adieu Pierre, salue pour nous Eloi et les autres !



Maguitte et Fanny. Pour les DECLERCQ, le combat pour KANAKY continue !



L'après-midi fut consacrée à une animation-débats sur différents thèmes portant sur la répression, le rôle de l'appareil judiciaire et l'avenir du Comité Pierre DECLERCQ.

LKS GRANDEUR ET DECADENCE

Lors d'un passage sur RFO la semaine dernière, un candidat du FLNKS sur la liste de la région sud a eu ces mots définitifs pour parler du LKS : «Ce parti déshonore le peuple kanak». On ne saurait mieux exprimer les sentiments de rejet qu'inspire leur parti qui usurpe encore une étiquette de «kanake socialiste» alors qu'il n'a cessé d'hurler avec les loups depuis qu'il a décidé de faire bande à part. C'est bien la seule singularité qui reste au LKS : à part, à la dérive, balloté comme un radeau de la méduse entre des courants contradictoires.

On en vient presque à souhaiter que cette campagne électorale s'achève rapidement, tant est pénible le spectacle de ces militants qui furent nos camarades de combat et qui n'ont manifestement plus rien à dire, réduits à présenter un programme que ne renierait pas un bon social-démocrate et à racoller l'électeur avec des slogans démagogiques qui étaient jusqu'ici réservés aux aboyeurs d'extrême-droite : «ordre», «paix», «non-violence», «fascisme kanak», «terrorisme FLNKS»... Lafleur a dû se rouler par terre lorsqu'il a entendu comme nous Mathias Netchéro affirmer lors d'un meeting du LKS à La Foa que «si le FLNKS a organisé le boycott de Thio, il a laissé les minéraliers charger à Ouaco... parce qu'il y a combine entre Lafleur et le FLNKS ! Oui, il faut le faire. A ce stade de la connerie, il vaut mieux baisser la tête car on ne peut s'empêcher d'avoir honte que des Kanaks rabaisse à ce point le débat d'idées dans le mouvement indépendantiste kanak. Même Ukeiwé, qui ne fait pas habituellement - dans la dentelle, - n'oserait tenir des propos aussi débiles.

Mais tout ce qu'on a pu lire ou entendu jusqu'à maintenant du LKS a été battu en brèche par le numéro de haute voltige de dialectique politique que nous a servi Nidoish Naisseline lundi 23 septembre sur RFO. Oh, Monsieur Naisseline ne fait pas dans la caricature et la surenchère comme les sous-fifres. Bien au contraire. Le ton pondéré, voire modéré, le style tout en souplesse feuilleté de quelqu'un qui cherche à donner l'illusion d'être au-dessus de la mêlée ... des partis, Naisseline a plutôt cherché à gommer l'impression dominante de «LKS ennemi principal du FLNKS» laissé par les Bailly et Lalié. Mais à vouloir trop séduire, Nidoish Naisseline n'a fait que nous conforter non seulement sur l'incohérence stratégique du LKS, ce qui n'est pas nouveau, mais aussi sur le cynisme d'une direction qui ne recule décidément devant aucune basse manœuvre pour tromper l'opinion. Car voyez-vous, chers camarades du FLNKS, Nidoish nous demande aujourd'hui de tirer un trait

sur nos divisions, sur les tonnes d'injures déversées sur le FLNKS depuis des mois pour recomposer un visage unitaire avant le scrutin de dimanche, sous prétexte que le peuple kanak sortirait gravement affecté d'une défaite électorale. Les pyromanes qui se prennent pour des pompiers, les diviseurs qui veulent jouer les rassembleurs !

Un tel discours nous ferait rigoler si ça ne venait directement de Naisseline, car celui-ci est trop fin politique pour tenir des propos angéliques dénués d'arrière-pensées tactiques.

La raison en est simple : Naisseline, s'il est tant obsédé par cet échec électoral, sait au fond de lui que ces élections pour les conseils de régions vont sonner le glas du LKS et dévoiler au grand jour la «représentativité» réelle du LKS, à savoir qu'en dehors du district de Guahma à Maré où la prime au grand chef joue à fond et où le LKS peut se prévaloir d'être une force sociale, le parti «Libération Kanake Socialiste» n'est qu'un groupuscule et une grande brasserie de slogans. Non, camarade : si échec politique il y a, c'est celui du LKS seul qui a cru pouvoir combler le vide institutionnel consécutif à la stratégie de boycott proné par le FLNKS, en se posant comme «alternative à la violence».

Résultat : 6 conseillers territoriaux impuissants et pas mécontents de leurs salaires qui ont servi de faire-valoir et de caution «démocratique» («ce n'est pas l'apartheid, voyez il y a des Kanaks») au RPCR.

Non, monsieur, si échec politique il y a, c'est celui du LKS qui n'a pas

réussi, malgré le soutien logistique, technique et financier de la rue Oudinot à briser la dynamique révolutionnaire du peuple kanak. Et si échec électoral il y a, ce sera certainement celui du LKS qui risque d'être complètement laminé. La tactique de Nidoish Naisseline consiste à nous faire croire qu'une faillite totale du LKS affecterait tout le mouvement indépendantiste, qu'une chute du LKS affecterait tout le mouvement indépendantiste, qu'une chute du LKS rejoignirait durablement sur le peuple kanak. Quelle tristesse tout de même que de voir ces gens qui hier encore écrasaient le FLNKS de leur morgue et de leur arrogance venir aujourd'hui s'abriter sous le grand parapluie du FLNKS. Et, pour ajouter au malsain Naisseline cherche à trouver des divisions là où il y en a pas, à opposer l'UPM et le PALIKA à l'UC, s'implique alors qu'on ne lui a rien demandé dans la gestion de la région nord... Zizanie, opportunitisme, grosses ficelles, jusqu'au bout le LKS restera le LKS.

Personne n'a oublié les déclarations péremptoires de Jacques Lalié qui, à sa décharge, ne faisait que répéter ce que Lemoine lui soufflait à l'oreille : «le 1 novembre 1984 au matin, le FLNKS ne représentera plus rien !». Personne n'a oublié le fameux «c'est une mort inutile» prononcé après l'assassinat d'Eloi. Personne n'a oublié les diatribes sur le «fascisme kanak» lancées contre le FLNKS.

Au pays des aveugles et des mendians, nous ne serons pas les amnéiques.

LE PROGRAMME DU LKS POUR LA REGION DES ILES

Voici, après celui de la région Nord, évoqué en notre édition de samedi, le programme du LKS pour la région des îles Loyauté. Il se présente, également, sous la forme d'une lettre aux électeurs, ainsi rédigée :

«On l'avait dit, pendant la campagne pour les élections du 18 novembre 84, que :

1) Voter RPCR conduit à la radicalisation et la violence

Cela s'était effectivement passé et la violence continuera si au cours de ces élections régionales, des gens persistent voter RPCR et à défendre une «donie française» ; non, le

3 ne travaille pas pour les kanaks et que ses

ils

liste ; cette violence a :

- désorganisé la coutume qui est la base de la société kanake,

- cassé l'économie de la région qui permet au kanaks de vivre correctement,

- détruit les équipements de la région : mairie, téléphone, électricité, écoles, etc... qui devront constituer plus tard

atouts de notre

Non

Pour rejoindre ces idéaux, rejoignez les rangs du LKS et votez massivement pour ses candidats, afin que nous construisions ensemble l'indépendance.

4) Programme de développement régional

En votant pour les candidats du LKS, vous décidez d'engager notre région dans la construction de notre indépendance économique et pour le développement.

Les principales actions que mèneront les élus du LKS au sein de la région sont les suivantes :

a) promouvoir l'équipement de notre région en développant les transports inter-îles, en construisant des écoles, routes de désenclavement, faisant insta-

ministr-

«La violence du FLNKS a retardé le processus d'indépendance ... le plan Fabius est une régression par rapport au plan Lemoine...» Une idée du néant politique absolu du LKS.

FRAUDE — ELECTORALE !

Nous connaissons de longue date les procédés habituels de fraude électorale utilisés par Lafleur et les siens. Procédés pour lesquels le code électoral prévoit de lourdes peines de prison, mais jusqu'à maintenant aucunes poursuites ne furent engagées pour réprimer les fraudes.

Nous pouvons énumérer les débits suivants :

- trafic d'influence ;
- distribution d'argent sous forme de chèques ou d'enveloppes bien garnies ;
- menaces, chantages divers ;
- évidemment chantage à l'emploi ;
- contrats de travail post-datés ;
- distribution à Nouméa et Mont-Dore de la viande des cerfs de Ouaco transportée et conservée par les bons soins de l'OCEF.
- largages par avion de tracts au-dessus des bureaux de vote pendant le déroulement des scrutins ;
- utilisation de la diffamation.

Mais depuis fin 1982 nous assistons à un nouveau type de fraude : les inscriptions illicites d'électeurs dans des communes où ils ne résident pas, et bien souvent d'électeurs ne résidant pas sur le Territoire.

A peu près 150 magistrats sont arrivés sur le Territoire pour contrôler le bon déroulement des élections du 29 septembre : légalité du scrutin et du dépouillement, validité des inscriptions en cours.

Mais comment ces magistrats pourraient-ils contrôler la validité des inscriptions antérieures, particulièrement celles enregistrées entre mars 83 et février 1985 ?

On nous rétorquera que la différence entre les inscrits et les gens en âge de voter provient de l'exode rural. Nombreux sont les électeurs qui résident à Nouméa et continuent à voter dans leur commune d'origine.

Mais on a déjà recensé 7.000 inscriptions et 1.500 radiations ces dernières semaines, soit un solde positif de 5.500. Le solde, par rapport aux chiffres par tranches d'âge du recensement de 1983, compense à lui seul les conséquences de l'exode rural.

Comment expliquer qu'un sous-préfet qui a quitté La Foa il y a six ans vote toujours dans cette commune ? De nombreux gendarmes de passage sur le Territoire il y a cinq ou dix ans votent toujours ici ainsi que leur famille.

Il est clair que le RPCR s'est organisé pour faire inscrire dans des communes

de l'Intérieur et particulièrement celles de la région centre, des tas de gens qui n'y résident pas, évidemment dans le but de changer le rapport électoral.

Nous basons nos affirmations d'après les documents officiels que sont les résultats du recensement d'avril 1983, des inscrits aux législatives partielles de 82 et aux municipales de mars 83, des inscrits en février 1985.

Savez-vous que dans les communes de la région Fabius Centre dont les secrétariats sont contrôlés par la Droite, le nombre d'inscrits dépassait dès février 85 la population en âge de voter ? Selon les communes, le nombre des inscrits dépassait de 10 à 35% le nombre des électeurs en âge de voter, et ceci à une époque où le FLNKS n'avait pas lancé de campagne d'inscription, c'est-à-dire qu'un très grand nombre de kanak, surtout les jeunes, n'étaient pas inscrits.

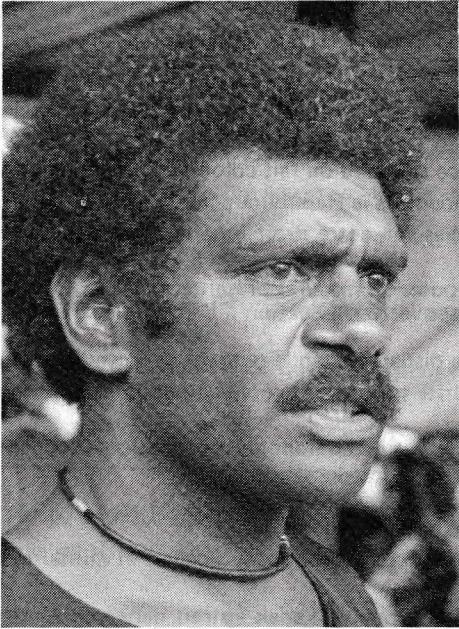
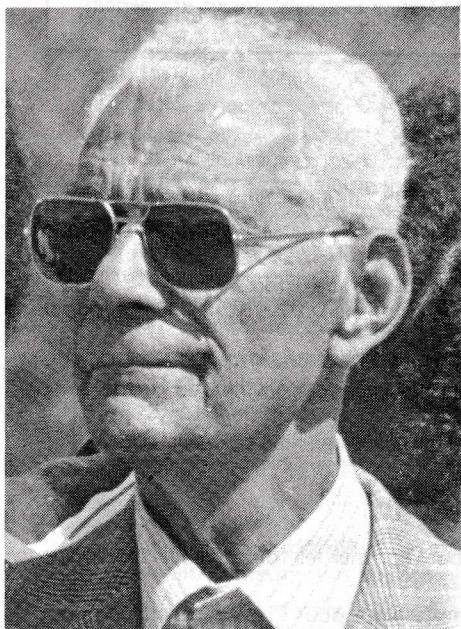
Consultons le tableau suivant :

Inscrits en février 1985	Population en âge de voter
Bouloupari : 674	618
La Foa : 1376	1136
Farino : 207	146
Moindou : 333	205
Pouembout : 526	383



Corruption — Trafic d'influence — Manipulation des listes des inscrits : DU TRAVAIL EN PERSPECTIVE POUR LES 146 MAGISTRATS « Fraîchement débarqués ».

VOTEZ F.L.N.K.S!



REGION NOUMEA

- FRONT DE LIBERATION NATIONALE KANAK ET SOCIALISTE (FLNKS)

- SUD

Rock Pidjot
Emmanuel Tein
Gaston Belouma
Félix Gala
Kitchi Eatene
Célestin Koindredi
Johannes Fainicka
Léon Ahlek Xanatre
Roger Noraro
Sakopo Tautu
Rock Luc Wamytan
Yveline Ohlen ép. Carpin

Charles Pidjot
Gérald Cortot
Sylvain Alosio
Jean-Jacques Bourdinat
Petelo Holoia
Octave Togna
André Dechavassine
Jacqueline Lavelloa ép. Deteix
Jacques Violette
Hippolyte Jewine
Norbert Caffa

REGION CENTRE

- FRONT DE LIBERATION NATIONALE KANAK SOCIALE (FLNKS)

- CENTRE

Léopold Jorédie
Chenepa Boewé
Adolphe Digoué
Francis Gnahou
Firmin Bouquet
François Burck
M. Françoise Machoro
Charles Moindou
Samuel Vandegou
MEUREUREU-GOWÉ

Edmond Kawa

REGION LOYAUTE

- FRONT DE LIBERATION NATIONALE KANAK ET SOCIALISTE (FLNKS)

- ILES LOYAUTE

Yeiwéné Yeiwéné
Yann Celené Uregui
Itragalo Watrone
Chanel Kapoeri
Djoubelly Wea
Emile Tahmumu
Hagé Cibone
Wacopo Hmana
Edouard Waneux

REGION NORD

- FRONT DE LIBERATION NATIONALE KANAK SOCIALE (FLNKS)

- NORD

Jean-Marie Tjibaou
Roland Braweo
Jean Poitchily
Lino Lepeu
René POROU
Gustave WAKA-CEOUE
Lucien Belouma
Edouard Oumemua
Alain Levant
Paul Goromoto
Georges Whap





CHARTE DU FRONT DE LIBERATION NATIONALE KANAK ET SOCIALISTE

La présente Charte a pour but de préciser les objectifs du Peuple kanak, d'expliquer pourquoi et comment il mène une lutte de libération nationale pour faire triompher ses droits.

Elle est écrite et souscrite, dans la continuité de la RÉSISTANCE du peuple kanak depuis plus de 130 ans, pour une période limitée : la période de la lutte de libération nationale, qui est une période transitoire et préparatoire à l'Indépendance.

I) POURQUOI LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE ?

1) Constatant :

- a) que le Gouvernement français est complice solidaire du fait colonial qu'il entretient,
- b) que François MITTÉRAND, devenu Président de la République par le mandat du 10 mai 1981, n'a pas tenu ses engagements,
- c) que les déclarations de Nainville-les-Roches sur notre droit inné et actif à l'indépendance, n'ont pas été mises en pratique effective,
- d) que le Gouvernement français, refusant toutes les mesures présentées par le F.I. pour préparer l'accès à l'I.K.S.,
 - nous impose le statut LEMOINE avec ses verrous (élection à l'Assemblée Territoriale, Comité État-Territoire. Référendum en 1989, etc...)
 - menace directement le peuple kanak de disparition en le rendant définitivement minoritaire chez lui,
- e) que l'exploitation capitaliste et impérialiste par des intérêts économiques étrangers à notre pays, continue au profit de la France coloniale et de ses alliés,
- f) que le Gouvernement français poursuit sa politique d'immigration qui vise à :
 - empêcher la maîtrise de l'économie par le peuple kanak,
 - lui interdire le plein exercice de son droit au travail,
 - atteindre son intégrité et son unité sociale, culturelle et politique,
- g) que le Gouvernement français met en place des dispositions judiciaires et militaires pour réprimer les forces kanak travaillant à l'I.K.S.

Le Front Indépendantiste a estimé que le peuple kanak entrait dans une phase de la lutte pour l'indépendance kanak :
LA LUTTE DE LIBÉRATION.

En conséquence, le F.I. a décidé de rompre le dialogue avec le Gouvernement français, de se dissoudre et de participer avec toutes les forces vives du Mouvement indépendantiste à la mise en place d'un Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste.

2) Nous affirmons l'existence du peuple kanak, fièrement attaché à son identité culturelle et à ses valeurs coutumières propres.

3) Nous revendiquons les droits légitimes et inaliénables du peuple kanak car depuis le 24 septembre 1853 la France a ignoré ses droits et les a confisqués en instaurant unilatéralement sa légitimité coloniale, source de violence institutionnelle à l'égard des Kanak.

4) Les droits sacrés et inaliénables du Peuple kanak opprimé et lésé par le fait colonial sont les suivants (cf. les déclarations n° 1514 et 2621 de l'ONU) :

- a) être reconnu comme peuple à part entière,
- b) la dignité et la liberté,
- c) être considéré comme seul peuple légitime en pays kanak et y avoir sa patrie,
- d) pratiquer sa libre détermination,
- e) obtenir la restitution de toutes les terres pour constituer le pays kanak dans son intégralité,
- f) l'exercice immédiat, sans condition ni réserve, de sa souveraineté qui lui permettra de choisir librement son statut politique : l'indépendance kanak et socialiste,
- g) aux moyens nécessaires pour poursuivre son développement économique, social et culturel pour construire le socialisme,
- h) pratiquer l'accueil des non-kanak.

II – LE FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE KANAK ET SOCIALISTE

1) NATURE :

Le peuple kanak est le seul responsable de sa lutte de libération nationale. Pour la mener à bien il se dote d'une force de lutte efficace : le F.L.N.K.S.

2) COMPOSITION :

Tous les signataires de cette charte : indépendantistes kanak et non-kanak anticolonialistes – organismes, syndicats, mouvements, associations, églises,... composent le F.L.N.K.S. dont ils sont les membres militants.

3) ROLE :

La lutte de libération nationale est globale : elle se mène à tous les niveaux en même temps. Le F.L.N.K.S. est donc l'UNION DES FORCES VIVES qui ont pour but de mettre en place l'Indépendance kanak et socialiste. C'est un Front de Libération du pays kanak, du colonialisme, du capitalisme et de l'impérialisme, en vue d'instaurer un socialisme basé sur les réalités locales, mais qui sera défini dans la lutte par des combattants de la liberté.

4) ORGANISATION :

L'animation du F.L.N.K.S., la coordination entre ses membres doivent être le fait du Bureau Politique. C'est ce noyau politique qui devra proposer la ligne de conduite qui sera adoptée en réunion plénière du F.L.N.K.S.

5) STRATÉGIE : Elle s'élabore dans la lutte.

- a) Elle est unitaire et globale ;
- b) Elle est dirigée prioritairement contre l'opresseur colonial, la France, puissance coloniale ;
- c) Elle dénonce la fausse démocratie coloniale, et décide de boycotter toute élection à venir dans ce cadre ;
- d) Elle est dirigée également contre le capitalisme et l'impérialisme pour instaurer une société socialiste plus juste ;
- e) Elle vise à instaurer progressivement la légitimité kanak, sur le terrain, par des opérations concrètes qui manifestent son droit, opposé à la légitimité coloniale.

III – APPEL A L'ENGAGEMENT

- 1) Il est urgent que les Kanak se rassemblent et organisent la conquête de la liberté. Le premier acte de cet engagement est pour chacun la signature de cette Charte pour la lutte de libération.
- 2) Le F.L.N.K.S. lance un appel aux non-kanak. Ils doivent reconnaître la légitimité du Peuple Kanak et soutenir sa lutte de libération pour contribuer à sa réussite. Seul l'engagement solidaire dans la lutte de libération légitimera leur citoyenneté demain dans l'indépendance kanak et socialiste.
- 3) Le F.L.N.K.S. lance un appel aux Peuples frères du Pacifique ainsi qu'à toutes les Nations qui ont voté les déclarations 1514 et 2621 de l'ONU, pour apporter leur soutien et leur aide à la lutte du Peuple Kanak.

POURQUOI LE FLNKS VA AUX ÉLECTIONS ?

En précisant à son Congrès de HIENGHENE les 25 et 26 mai 1985 que la loi FABIUS n'est qu'un plan du Gouvernement français :

Le FLNKS se bat pour l'Indépendance Kanak et Socialiste. Bien que résultant des acquis de la lutte du FLNKS, le Plan FABIUS n'est pas celui du Peuple kanak. Le FLNKS en rejette la logique coloniale.

La Région, par l'engagement de ses militants sur le terrain et dans une phase transitoire, peut conforter la construction de l'IKS et concrétiser la revendication du Peuple kanak qui n'aura pour garantie que celles qu'il se donnera par sa mobilisation. Dans cette perspective, le FLNKS est prêt à utiliser l'échéance électorale en s'appuyant sur ses propres structures.

le FLNKS a décidé de participer aux élections du 29 septembre 1985 :

- D'abord parce que ces élections régionales issues d'un statut provisoire et transitoire, n'engagent pas le FLNKS dans la pérénisation du Régime colonial.
- Ensuite parce que le Gouvernement français a été obligé, à cause de la lutte du Peuple kanak, de négocier et d'abolir le statut LEMOINE qui avait renforcé le pouvoir de la droite coloniale.
- Enfin parce que la prise du pouvoir régional est un moyen pour le FLNKS d'aider les Comités de Lutte à réaliser la motion du Congrès de NAKETY :

Dans le cadre et l'objectif d'une rupture avec le système colonial pour l'avènement de l'Indépendance kanak et socialiste, le Congrès décide :

- Les Comités Locaux FLNKS deviennent des Comités de Lutte avec pour rôle :
 - 1) Organisation économique et sociale *(gestion de la terre)*
 - 2) Auto-défense
 - 3) Actions politiques déstabilisatrices des intérêts coloniaux et néo-coloniaux.

L'OBJECTIF DU FLNKS DURANT LES VINGT-SEPT MOIS A VENIR

Le FLNKS a décidé à son Congrès de HIENGHENE de maintenir ses propres structures de Gouvernement car la lutte sur le terrain demeure plus que jamais.

- a) L'objectif premier : la gestion de la terre
- Le Congrès de NAKETY avait l'accent sur «L'AUTO-SUFFISANCE», tâche que les Comités de lutte se sont efforcés de réaliser, qui reste et qui restera toujours à l'ordre du jour.
- La conquête du pays suppose la mise en valeur de la terre pour produire pour le pays et organiser la production.
 - b) La formation adaptée au Pays
- Lors de son Assemblée Générale de HOUAILOU les 14 et 15 septembre 1985, le FLNKS a décidé : «de participer activement à la consolidation des Ecoles Populaires Kanak (EPK) existantes et de favoriser l'implantation de nouvelles EPK dans chaque Comité de Lutte».
- c) Appliquer les principes adoptés au Congrès Constitutif FLNKS du 24 septembre 1984 :
 - 1) Fonder la Constitution sur la conception de l'homme et de la Société issue des valeurs de la civilisation kanak.
 - 2) Garantir et favoriser les droits de l'homme, du citoyen et du travailleur.
 - 3) Organiser une République socialiste décentralisée et démocratique sans distinction de race, de sexe, de religion et d'opinion dans la limite de l'intégrité de l'État.
 - 4) Choisir pour le Pays un socialisme qui :
 - mette fin à l'exploitation de l'homme par l'homme
 - mette en application la socialisation progressive des moyens de production et d'échange,
 - vise à mettre en place une économie auto-gestionnaire et planifiée.
 - 5) Réaliser les règles de la démocratie socialiste dans l'organisation des pouvoirs de l'État et de la Société.
 - 6) Adhérer à la Charte de l'ONU et privilégier une coopération solidaire avec les pays du Pacifique, notamment dans la lutte contre le colonialisme, le racisme et le nucléaire.

STATUT DES PERSONNES ET DES BIENS EN KANAKY

L'exercice du droit d'accueil par le Peuple Kanak à l'avènement de Kanaky constituera le fondement de la Nation Kanak, communauté nationale et multiraciale, libre, unie et souveraine, basée sur la solidarité des éléments qui la composent.

La nationalité kanak est acquise de droit pour les kanak le jour même de l'indépendance.

Pour les non-kanak, un délai est proposé pour le choix de la nationalité.

L'État kanak refuse la double nationalité durant la période transitoire.

Pour ceux qui sont nés dans ce pays, et dont un ascendant direct (père ou mère) au moins y est né (ceux qu'on appelle usuellement les «caldoches»), la nationalité kanak pourra être demandée dès le jour de l'indépendance. Il en est de même pour tous ceux qui ont pris part à la lutte de libération.

Pour tous les autres non-kanak, cette demande d'acquisition de la nationalité kanak pourra se faire au terme d'un délai de cinq années de résidence continue en KANAKY, à compter du jour de l'indépendance.

Durant les délais définis ci-dessus, avant d'avoir opté pour la nationalité kanak ou pour toute autre nationalité, chacun conservera son droit de résidence et de travail en KANAKY.

Dans le cadre du socialisme en Pays kanak, la Constitution de l'État KANAKY garantit le droit des personnes, le régime des biens (particulièrement en ce qui concerne les terres).

La terre, c'est-à-dire tout le sol (et le sous-sol) de KANAKY est et demeure patrimoine national.

Le droit à l'exploitation économique est ouvert à tous, kanak et étrangers, et sera garanti par des baux.

Seuls les nationaux kanak, participent aux institutions politiques dans les conditions prévues par la Constitution de KANAKY.

Les non-nationaux kanak pourront exercer des activités professionnelles.

Dès lors que le Gouvernement de l'État kanak devient un interlocuteur majeur, il négocie des accords bi-latéraux de coopération entre KANAKY et d'autres État.

Il apparaît urgent aujourd'hui que le Gouvernement français prenne en considération le principe de restitution de souveraineté afin que le FLNKS s'engage à faire des propositions concrètes sur les différents accords de coopération à ouvrir le plus tôt possible avec la FRANCE, actuelle détentrice de la souveraineté de KANAKY.

la souveraine

EXTRAIT DE "HOMMES ET LIBERTES", LA REVUE DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Les événements survenus en Nouvelle-Calédonie depuis le 18 novembre 1984 ont entraîné les réactions les plus diverses. En mettant de côté les proclamations hysteriques de personnages à qui, visiblement, l'histoire n'a rien appris, d'autres interrogations, celles-là plus sérieuses, ont été soulevées. Elles concernent essentiellement la légitimité de la revendication indépendantiste du peuple canaque alors que celui-ci est minoritaire sur son sol et que les autres communautés (européenne, wallisienne et asiatique) constituent une majorité électorale opposée à l'indépendance. Cette question ne peut être laissée en suspens et il peut y être répondu sous deux aspects : la réalité d'une oppression coloniale à l'encontre du peuple canaque, d'une part, l'avenir de toutes les communautés vivant sur ce territoire, d'autre part.

Un dirigeant indépendantiste, M. Naisse-line, explique que les premières organisations canaques, dans les années 1970, ont volontiers organisé des actions d'autant plus provocatrices et « gauchistes » qu'elles éveillaient dans le regard des Européens des lueurs de haine. Façon d'être reconnu comme un être humain, dit-il, car on hait un homme et on ne hait pas son chien. Au-delà des mots, c'est bien là la réalité coloniale que vit le peuple canaque. Depuis la prise de possession en 1854, les Canaques ont été privés de leur terre et ignorés dans leur identité culturelle et ce n'est pas un hasard si ces deux problèmes sont des thèmes majeurs de la revendication indépendantiste.

La réalité coloniale

La terre représente, pour le peuple canaque, son lieu de définition naturel : les clans, les tribus, les individus y écrivent leur histoire et leur devenir. C'est dire que le sentiment que porte le peuple canaque à sa terre dépasse, et de très loin, l'attachement au terroir. La terre est le peuple canaque, l'en déposséder revient à le nier dans son existence même. Or tel a été le cas.

Usant et abusant des ressources du droit français consacrant la propriété privée (inconnue pour la terre en milieu canaque) ou procédant par appropriation pure et simple, la France a enfermé les Canaques dans des réserves. C'est ainsi que les Canaques disposent de 160 000 hectares, alors qu'ils représentent 45 p. 100 de la population et que les autres ethnies (quelques centaines d'Européens, en fait) sont propriétaires de 390 000 hectares (*in atlas de la Nouvelle-Calédonie O.R.S.T.O.M.*). Encore faut-il préciser que les terres attribuées aux Canaques sont, juridiquement, des réserves : leur existence comme leur importance tiennent, encore aujourd'hui au moins théoriquement, à la seule volonté du gouvernement français. De plus, ces réserves (sur la Grande Terre, les îles étant totalement constituées en réserves) comprennent les terres les moins exploitables.

Au total on comprendra que les Canaques sont étrangers sur leur sol, et cela est difficilement admissible.

Mais le problème foncier n'est pas le seul. Il s'y ajoute une négation culturelle absolue du peuple canaque. Sait-on qu'en 1970 plusieurs de ceux qui sont aujourd'hui les dirigeants du mouvement indépendantiste ont été poursuivis et condamnés à la prison ferme pour avoir écrit et distribué des tracts en langue vernaculaire ! Sait-on que

le premier bachelier canaque date de 1962, etc. Sous le prétexte que le peuple canaque utilise plusieurs langues vernaculaires, le français a été imposé sans tenir compte des spécificités existantes. Le résultat en est frappant dans le cursus scolaire secondaire et supérieur, d'où les Canaques sont, de fait, pratiquement exclus. A ce jeu-là tout le monde s'est prêté, y compris certains historiens ou ethnologues pour qui l'histoire de la Nouvelle-Calédonie commence à la découverte de l'île (1773), la période antérieure relevant de la préhistoire... Il est difficile, en quelques lignes, de retracer la vie d'un peuple qui a été atteint d'un tel mal de vivre que les ethnologues ont pu constater, au début du siècle, qu'il se laissait mourir au sens propre du mot. Disons simplement qu'il n'est pas plus supportable de se voir interdire sa langue que sa terre.

Enfin, nous aurions une image imparfaite de la situation si nous ne nous attardions pas un instant sur une autre facette du système colonial : l'économie de comptoir. Mise en coupe réglée par quatre ou cinq sociétés d'importation (et très accessoirement d'exportation), l'économie néo-calédonienne ne survit qu'à coup d'injections répétées de capitaux venant de métropole et immédiatement appréhendés par ces mêmes sociétés.

Les graves inégalités sociales

Toute production locale (à l'exception de l'élevage) est systématiquement défavorisée par un niveau de vie artificiellement élevé, quand elle n'est pas éliminée purement et simplement du marché par des importateurs friands de bénéfices immédiats. Bien que le gouvernement français, depuis 1981, ait tenté de remédier à cette situation génératrice d'inégalités sociales graves que seules les richesses agricoles permettent de masquer, nous sommes loin du compte. Rendons d'ailleurs justice à ces quelques familles qui tiennent le haut du pavé. Elles ou leurs commettants ne dissimulent pas leurs appétits. Les trois premières décisions du gouvernement de M. Dick Ukeiwé ont été d'acheter un véhicule à chaque ministre, d'augmenter les indemnités

té canaque

Michel SORAND

de ces ministres de 70 p. 100 et d'abaisser les impôts... sur les hauts revenus. On ne peut être plus clair.

Ainsi, dépassant les jeux politiques métropolitains et les mensonges de certains hommes politiques, la réalité coloniale est un fait incontournable dont le peuple canaque a été et est toujours la première victime.

Il est inutile de chercher ailleurs les raisons et la légitimité de la revendication indépendantiste.

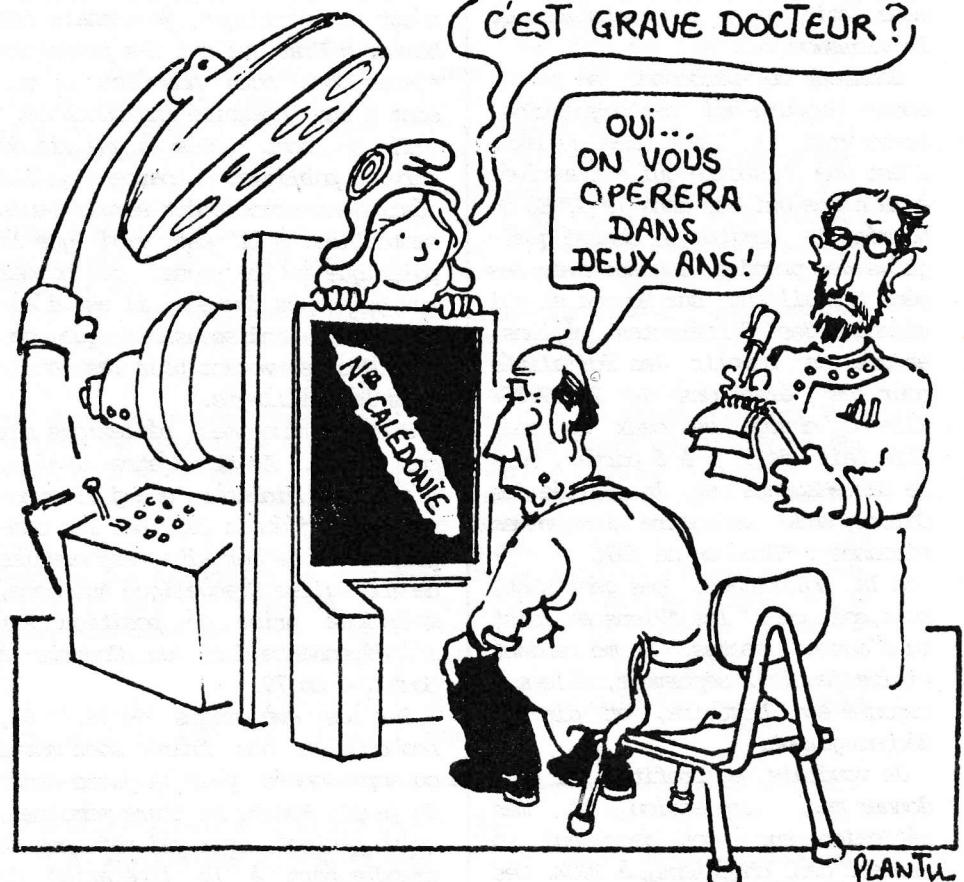
L'avenir des communautés

On l'a dit, le peuple canaque est minoritaire sur sa terre, et cela n'est pas le fruit d'un hasard. Dans les années 1970, le gouvernement français a favorisé une politique de peuplement dans le dessein avoué de se donner une autre majorité. Il y est partiellement et momentanément (compte tenu de la démographie de chacune des communautés) arrivé.

Si bien qu'à ce jour, un scrutin donnerait, sans doute, une immense majorité du peuple canaque pour l'indépendance et une majorité des habitants de la Nouvelle-Calédonie contre l'indépendance. Or, s'il est évident que le peuple canaque n'a pas à se voir opposer un système qui met en cause son droit à l'indépendance, on ne peut pas plus ignorer le sort des autres communautés, qui n'ont pas à supporter les erreurs du gouvernement français.

Problème délicat s'il en est. Problème d'autant plus délicat qu'il a été posé dans les pires conditions qui soient.

La revendication indépendantiste ne date pas de 1981, mais il est certain que l'arrivée de la gauche au pouvoir et des valeurs qu'elle porte a soulevé un immense espoir canaque. Cet espoir n'a pas été apprécié à son importance. Pis, le gouvernement français a laissé en place des structures administratives et des hommes qui ont saboté, et continuent à le faire aujourd'hui, tout effort de justice sociale et politique. Il ne servait à rien de favoriser la création d'un gouvernement à direction indépendantiste dès lors que celui-ci a vu tous ses efforts contrariés par des féodaux locaux. Il ne sert



à rien d'imposer une réforme foncière si celle-ci n'est pas globale, ignore la revendication coutumière canaque et n'est pas accompagnée de mesures économiques. Au total, le gouvernement a laissé s'installer, sur le territoire, une dualité de pouvoirs destinée à saper son autorité. Et c'est dans ces conditions que le gouvernement a dû prendre conscience de l'importance d'un mouvement canaque dont le haut commissaire de l'époque proclamait le manque de vigueur... « Trop peu et trop tard », a dit Laurent Fabius, c'est exact et cela ne s'est pas arrêté, malheureusement, en 1981.

La réussite du boycottage des élections et les événements qui ont suivi ont conduit à accélérer le processus d'indépendance. Mais à l'inverse les autres communautés, surprises, elles aussi, de voir apparaître un mouvement canaque aussi puissant, se sont enfoncées dans un irrationnel peureux que certains politiciens locaux et nationaux

entretiennent en permanence. Le délégué du gouvernement, Edgard Pisani, voit une solution au problème dans un plan d'indépendance-association reconnaissant la souveraineté canaque et apportant aux autres communautés les garanties de leur présence sur le territoire. Le contenu détaillé de ce plan n'est pas connu à ce jour et il est donc difficile de se prononcer. Disons simplement qu'il s'agit là, du moins au niveau des principes, d'une approche raisonnable. Il reste à la faire admettre par tous. Si le mouvement canaque n'a jamais souhaité l'éviction de la France ou de ses ressortissantes, les autres communautés ont quelques difficultés à admettre que le peuple canaque est devenu un interlocuteur à part entière. C'est pourtant là la seule solution. Sinon la Nouvelle-Calédonie risque de se diriger vers une zone de tempête d'où sortira quand même l'indépendance, mais à quel prix ?

Christianisme— et Civisme

Camps-Est, le Vendredi 13
Septembre 1985
Pour le journal Bwenando

Est-ce qu'un chrétien a le droit de faire de la politique ? Notre pasteur a dit un jour : "Ne vous laissez pas mettre de nouveau sous le joug de la servitude" (Cat. 5/1). Faire de la politique vous mène droit vers les tentations et la violence...

Beaucoup de personnes se posent encore aujourd'hui cette question. Et ce vrai ? C'est des Kanaks. C'est une histoire qui est arrivée à ma nièce qui est dans le GFKEI de Nouméa. Le comité a chargé quelqu'un de prendre contact avec les gens travaillant sur Nouméa et qui viennent des différentes régions, en vue de remplir les formalités pour les élections du 29.09.85. Elle se charge de ceux de Koné, elle fait déjà 5 à 6 portes, vers le Haut-Magenta et la Vallée des Colons, elle rencontre les mêmes réponses : "Nous on ne fait de la politique", ces gens sont, sont soit chez les "Viens et Vois" ou d'autres sectes. En me rendant visite jeudi 12 septembre, elle m'a raconté son histoire, et dit son déculement.

Je voudrais en profiter ici pour donner mes impressions et mes réflexions sur ces gens qui se croient des chrétiens à 100%. Ces personnes ne se rendent pas compte de la gravité de la situation de notre pays et de notre peuple. Ils ne se rendent pas compte aussi qu'en refusant de participer aux élections, c'est faire le jeu du colonialisme et de la droite locale. Je ne pense pas que les chrétiens doivent se désintéresser de la chose publique. Christ a dit : "Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu" (Math. 22/21).

Rien ne contenterait autant les bandits, les filous, et les malfaiteurs que de voir tous les gens d'Eglise se désintéresser des affaires publiques et les activités

du gouvernement. J'exhorter vivement chaque chrétien à voter et à montrer un intérêt soutenu pour la politique.

J'encouragerais même ceux qui sont appelés à y prendre une part active de militer pour obtenir une gestion propre, honnête, et droite des affaires de l'Etat. Le cliché "la politique a les mains sales" n'est pas vérifiable, je connais des hommes d'Etat qui ont des principes élevés, des buts honnêtes et qui sont d'une intégrité indiscutable.

Ils se sont voués à une vie de service public, parce qu'ils désiraient sincèrement servir leurs semblables. S'il est vrai que la politique attire aussi des hommes aux principes douteux, il est d'autant plus indispensable que des gens droits votent pour les candidats les meilleurs.

J'en termine mes réflexions sur ces points. Avant d'être leader, j'avais un ministère que j'ai encore, mais j'étais déçu par les comportements de certains responsables de mon Eglise Evangélique Autonome, malgré la prise de position sur l'indépendance dans un Congrès à Houailou en 79.

Sur les événements du 18.11.84, beaucoup de nos frères sont morts ou emprisonnés pour la juste cause du peuple kanak. En leurs mémoires, qu'en pensent ceux qui refusent de prendre part à la libération de notre peuple ? C'est à chacun de vous d'y répondre, et vite.

De cette prison où il y a encore plusieurs prisonniers politiques, nous demandons à chaque région, tribu, de tenir un cahier de registre sur ces gens. Je suis l'un de ceux qui font la grève de la faim. J'ai arrêté depuis le mardi 11.09.85 en raison de mon état de santé.

Les raisons de ma grève : "Je proteste contre la justice coloniale, car sur les événements du 18, seul les militants du FLNK sont poursuivis et les non-indépendantistes ne sont pas inquiétés, malgré leurs agissements sur nos militants et sur les tribus. A plusi-

eurs reprises la SAO et la gendarmerie furent alertés, mais aucun résultat jusqu'à présent.

A chacun de vous camarades, qui, bientôt irez aux urnes prendre part au vote, mes frères et moi, prisonniers politiques, nous vous disons à tous bonne chance, car le sort de notre peuple et le devenir de notre pays est entre vos mains, et celles de nos leaders, et bon courage. De notre prison nous faisons notre possible pour y participer.

Je souhaite par toi "Bwenando" de pouvoir passer ma voix dans toute la Kanaky, car il y a beaucoup de gens qui ne peuvent plus m'entendre et par toi ils vont me comprendre.

Merci ! Merci ! encore, Olé olé, taga, a topai tawa diri. Nabwe.

Nawary Victor Dogo, Camp-Est.

Lettre

TEHIO Gustave
Avocat à la Cour
d'Appel de Nouméa

Par cette présente lettre, j'ai l'honneur de vous faire savoir, qu'à partir de mercredi 18.09.85 je recommencerai à m'alimenter.

Depuis le 12 août, j'avais entamé une grève de la faim afin de prouver mon innocence et aujourd'hui, après 38 jours de grève, je me suis décidé à manger pour ne pas abîmer ma santé et surtout le moral de ma mère qui, elle aussi, souffre énormément.

Enfin, j'espère que cette grève que j'ai faite ne sera pas sans résultat et vous aidera dans ma défense dans cette affaire de fous sur laquelle je n'ai toujours rien compris.

En espérant encore, Maître, que vous faites tout votre possible pour convaincre le juge d'Instruction de mon innocence.

Veuillez accepter mes respectueux salutations.

BOI Apollinaire

MURUROA: GREENPEACE CONTESTE LE RAPPORT ATKINSON

La méthode scientifique employée dans le rapport Atkinson sur les essais nucléaires à Mururoa n'est pas valable. C'est une des critiques principales que Greenpeace expose dans un dossier où il conteste ce rapport, résultat d'une mission du Pacifique en 1983 à Mururoa justifiant la poursuite des essais, mission conduite par une équipe de scientifiques d'Australie, de Nouvelle-Zélande et de Papouasie Nouvelle-Guinée et qui n'a été autorisé à rester que quatre jours à Mururoa. Le Vanuatu avait refusé sa caution à cette mission d'étude avant même qu'elle débute, en disant qu'elle serait exploitée par Paris pour justifier les essais.

Les déclarations faites par l'ambassadeur de France à Wellington, par le ministère des DOM-TOM à Paris, et l'ambassadeur de France auprès des Nations-Unies ont déformé encore plus les informations contenues dans ce rapport.

Quelques exemples extraits du dossier Greenpeace :

DECLARATION FRANCAISE : Plus de 99% de la radio-activité émise par les explosions souterraines reste contenue dans les matériaux entourant la chambre d'explosion.

RAPPORT ATKINSON : Des échappées gazeuses et de produits de fission radio-actifs se produisent au moment des explosions.

En dépit de cela le rapport affirme : "A ce jour il ne semble pas qu'il se soit produit d'échappées détectables de radionucléides dans l'océan, soit par emmanation, soit par fissure.

Greenpeace affirme que parce que des niveaux significatifs de radionucléides n'ont pas été détectés dans l'environnement au cours de la brève visite de la mission, cela ne veut pas dire que ceux-ci ne sont pas détectables. Des études indépendantes exhaustives n'ont pas été entreprises ou si elles l'ont été, les Français en ont gardé les résultats.

DECLARATION FRANCAISE : Mururoa possède la structure géologique idéale pour assurer le maximum de sécurité aux essais, comme idéale pour assurer le maximum de sécurité

aux essais, comme cela a été démontré par la mission scientifique de 1983 (Ambassade de France, Wellington).

RAPPORT ATKINSON : Mururoa ne serait pas un site géologique adéquat pour la destruction d'un haut niveau de déchets.

AFFIRMATION FRANCAISE : Les essais français à Mururoa ne peuvent pas être accusés de mettre en danger la santé des peuples du Pacifique, car il a été prouvé que les explosions n'avaient pas d'effets sur les populations voisines.

RAPPORT ATKINSON : Les doses de radiations naturelles résultant des retombées radio-actives, auxquelles sont exposées les populations polynésiennes françaises, sont moins élevées que la moyenne mondiale et ne permettent pas de conclure à la possibilité de détecter des maladies qui leur sont liées. Les informations statistiques régionales concernant les cancers ne démontrent pas un taux élevé de tumeurs qui pourrait être lié à une exposition excessive aux retombés radio-actives.

Dans l'analyse de Greenpeace le professeur Robert Beaglehole de la faculté de médecine de l'Université d'Auckland affirme :

Les statistiques sur la santé des Polynésiens ont été de si mauvaise qualité qu'il en ressort que les autorités ne se sont jamais préoccupées d'étudier sérieusement la santé de ces populations.

Selon un article du "NZ Listener", des scientifiques néo-zélandais, le professeur Manfred Hochstein et le professeur George Grindley arrivent aux mêmes conclusions. Selon eux, les effets à long terme seront certainement plus sérieux que les Français l'affirme.

Dans le résumé de ses conclusions, la mission scientifique accepte la période de 500-1000 années avant la remontée à la surface de l'atoll des substances radio-actives produites par les essais souterrains. Hochstein et Grindley affirment que les essais souterrains. Hochstein et Grindley affirment que les données françaises sont basées sur des échantillons de roches prélevés avant les essais. Hochstein

calcule que les eaux contaminées pourraient apparaître dans une dizaine d'années.

Des indices indiquant que la France est en train de déplacer ses opérations de Mururoa à Fangataufa ont confirmé la peur des scientifiques concernant les dégâts géologiques à long terme.

Le nom Mururoa signifie "Les lieux des grands secrets". Des études indépendantes effectuées par des scientifiques à partir de données vérifiées par eux, sont nécessaire pour évaluer le danger environnemental et sur la santé aîné, affirme le rapport Greenpeace.

Greenpeace croit que le "Rainbow-Warrior" a été saboté pour empêcher l'équipage de découvrir les dommages sérieux causés par les fuites radio-actives, et prévenir une étude sur la santé des Polynésiens habitant les atolls voisins réalisée par le Group Actaeon.

Les leaders indépendantistes tahitiens ont informé Greenpeace des problèmes de santé liés aux essais dans plusieurs des îles Tuamotu qui ont été déclarées zones d'accès limitées. Ils ont l'intention d'enquêter.

Greenpeace essaie aussi de faire accepter par le Parlement Européen une résolution pour une étude indépendante concernant la santé en Polynésie Française, selon Martin Gotje du Rainbow-Warrior. "Pour que la France change sa politique, les pressions doivent venir d'Europe", dit-il.

Gotje dit que lorsque Greenpeace est revenu cette fois-ci, ils ont discuté avec beaucoup de gens des îles du Pacifique et ils leur ont demandé ce qui pouvait être fait. En ce qui concerne la Polynésie Française, si les activistes anti-nucléaires arrêtent les essais, cela aura une incidence sur la lutte pour l'indépendance de Tahiti et de la Nouvelle-Calédonie. Les deux choses sont liés dit-il.

Un voyage de protestation contre la base à Nouméa est sur l'agenda de Greenpeace pour l'année prochaine.

DE L'E.P.K. à L'I.K.S.

L'EPK est une structure de lutte pour l'IKS et pour la construction de l'IKS.

I - Le bilan de l'école coloniale est négatif.

II - Situation de l'enjeu politique.

L'EPK est le fruit de toutes ces longues années de lutte et de mobilisation permanente dans les tribus, les établissements scolaires et dans la rue.

A l'heure actuelle, les EPK sont les résultats de la stratégie de rupture avec le colonialisme adopté à Nakéty par le FLNKS. Parallèlement au boycott de l'école coloniale en début de l'année, plusieurs EPK se sont créées. Certaines ont été abandonnées, cela à défaut du à :

- des fuites de responsabilité ;
- une tentative de sabotage ;
- au manque de travail de conscientisation ;
- à la non prise en compte par les instances du FLNKS.

Ceux qui effectivement définissent clairement les faiblesses de notre engagement pour l'EPK qui est une structure de lutte pour l'IKS.

L'enjeu dépend de la volonté des militants car : former des Kanaks à l'école coloniale c'est former des exploités au service des exploitateurs.

Former des Kanaks à l'EPK, c'est former des Kanaks au service du pays suivant ses besoins, son mode de vie et ses réalités.

La mobilisation permanente est organisée, les Comités de lutte doivent s'orienter pour trouver d'autres terrains de lutte et concrétiser la motion de Nakéty, à savoir : rupture avec le système colonial (économie, politique, social, santé etc...)

Nous FLNKS, nous crions l'IKS, mais de cette situation coloniale, ils préfèrent des solutions de facilités et l'assistanat.

L'EPK pour la construction de l'IKS avec ses propres moyens de montrer la capacité du peuple à se prendre en charge lui-même.

L'EPK est un élément mobilisateur dans la lutte de libération.

L'EPK oriente le projet de so-

ciété.

L'EPK s'évolue avec la lutte du peuple.

L'EPK est un facteur de mise en valeur (coutume, politique, économie).

L'EPK est un facteur d'unité qui concrétise le collectif à la base.

L'EPK concrétise le Front populaire à la base (parents, anciens, animateurs, élèves) sur des actions concrètes et continus de rupture avec le système colonial.

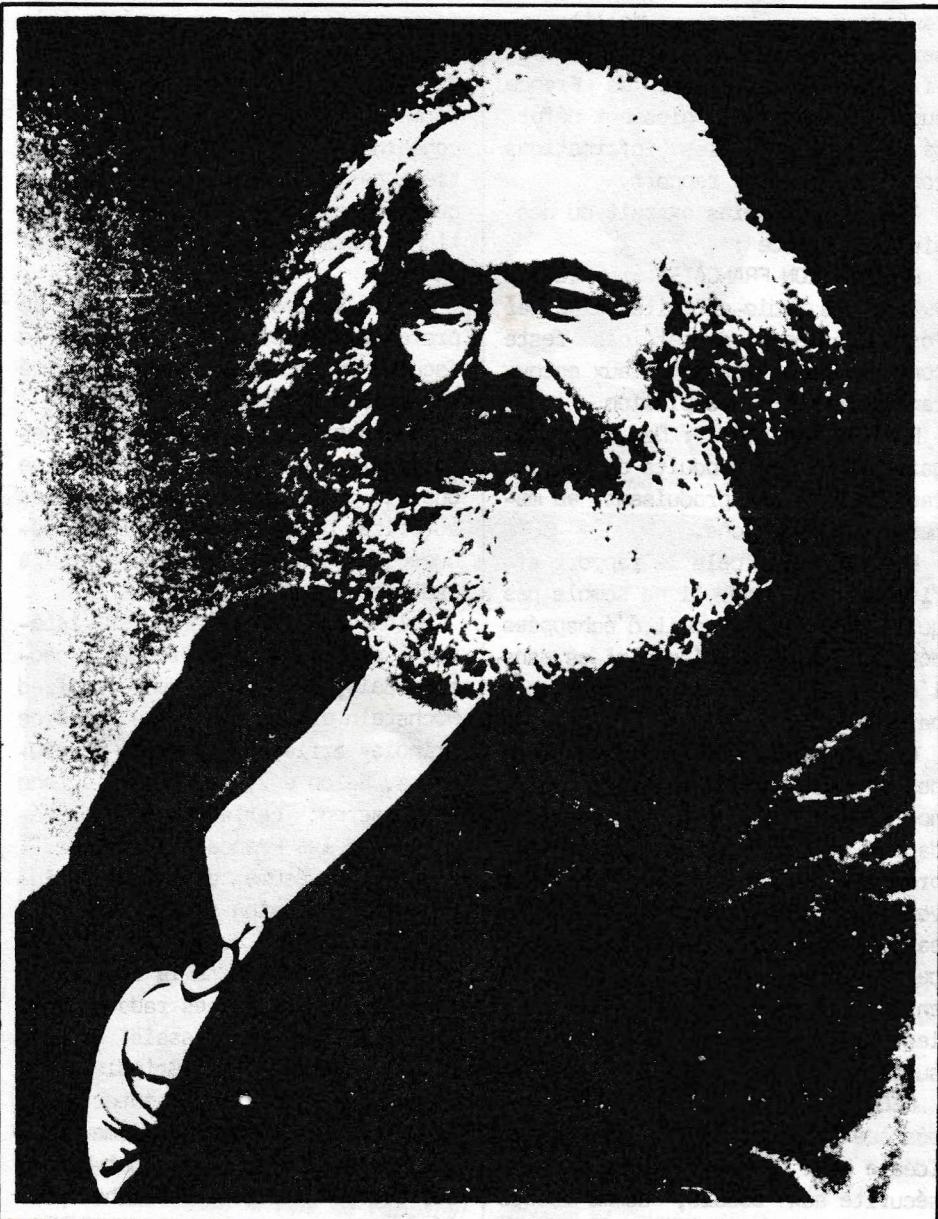
L'EPK définit successivement les besoins réels (à court terme, et à long terme) de la société kanake.

II - L'enjeu pédagogique découle de cette prise de conscience politique d'où la convention d'adopter le principe de formation sur le terrain et de s'organiser en consé-

quence. Une structure nationale est en place depuis cette convention, elle permettra de centrer, unifier toute réflexion au sein du FLNKS sur l'EPK.

L'EPK est devenue une réalité objective pour l'IKS, les contraintes, les contradictions dans la lutte pour une école au service de la société découlent de cette situation coloniale dans la mesure où tout militant FLNKS est amené devant un fait colonial concret, on doit se situer en position de défense des intérêts populaires : le passé (les partis politiques). Le présent le FLNKS, le futur l'IKS.

Oui à l'EPK, c'est aussi oui à la lutte pour l'IKS et contre le néocolonialisme.



COLONIALISME :

L'ŒUVRE

ATTENTATS

ARRESTATIONS

(DEC. 84 à SEPT. 85)

SABOTAGES

MEURTRES

18

TOTAL:
250...

CORRUPTION

TRAFFIC d'ARMES

ENLEVEMENTS

INCENDIES,
TORTURES

KIP CONGO

AVEC OU SANS VOUS !
ALORS AUTANT QUE CE SOIT
AVEC TOI !

